

[Texte]

I also know that there are some concerns about trade embargoes and so on, and I would be happy to answer further questions about that. But let me tell you that our trade with Myanmar is almost non-existent. It is extremely insignificant. I think it's less than \$3 million or \$4 million a year in two-way terms, which, just as an example, would make it less than our trade with North Korea. It is completely insignificant.

• 1940

As you know, the Government of Canada's approach has been that unilateral economic and trade sanctions are not a very sensible way to go. They're particularly not sensible when trade is as insignificant as it is in the case of Myanmar. We have encouraged multilateral action. And if multilateral action in this dimension were to become feasible in the future, we would certainly support it.

Perhaps, Mr. Chairman, that is all I will say at the beginning. I am sure there are questions about these and other issues.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Balloch.

Mrs. Gaffney: Welcome, Mr. Balloch. Thanks for coming in.

Our guest, the Prime Minister, Dr. Sein Win, said that involvement of the United Nations was his first priority for the imposition of a trade embargo against the military regime in Burma. What would the United Nations do, in your opinion? We would approach the United Nations. What would they then do? I just want to know the process that would be used here.

Mr. Balloch: The United Nations can take action through the Security Council. It requires the passage of a Security Council resolution that would permit us and other countries to carry out the wishes of the Security Council.

Mrs. Gaffney: Is a trade embargo the only route for the United Nations to take?

Mr. Balloch: That's the only effective way. The only way in our own domestic legislation we are authorized to embark on sanctions is to have them established by an international organization or association.

Mrs. Gaffney: Do you have any idea why the government hasn't seriously looked at that approach, or you as External have not asked the United Nations to do this before now? Is there a reason why?

Mr. Balloch: I'm not sure I can answer that completely. Our judgment to date has been that it is more effective to bring whatever pressure we can bear collectively, bilaterally. We have known that it would be very difficult to obtain Security Council agreement to such a measure. For example, China, which is of course a permanent member of the Security Council with veto power, has very extensive relations with the current government in Burma. We have preferred directly, bilaterally with China and with others, to persuade China that their relationship with Burma is distinctly unhelpful, especially the shipment of military goods and equipment. We've been trying to put pressure on China.

[Traduction]

Je sais en outre que la question d'embargo commercial vous préoccupe et je serai heureux de répondre à vos questions à ce sujet. Mais permettez-moi de vous dire que notre commerce avec le Myanmar est presque inexistant. Il est négligeable. Je pense qu'il représente moins de 3 ou 4 millions de dollars par an dans les deux sens, soit moins que nos échanges avec la Corée du Nord, par exemple. C'est tout à fait négligeable.

Comme vous le savez, le gouvernement du Canada estime que l'imposition unilatérale de sanctions commerciales et économiques n'est pas une solution très judicieuse surtout lorsque l'on sait que le commerce avec le Myanmar est aussi négligeable. Nous avons encouragé l'intervention multilatérale. Et si celle-ci devenait possible à l'avenir, il est certain que nous l'appuierions.

Voilà qui conclut mes observations liminaires, monsieur le président. Je suis certain que vous aurez des questions à me poser à ce sujet et sur d'autres points.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Balloch.

Mme Gaffney: Bienvenue, monsieur Balloch. Merci d'être venu.

Notre invité, le premier ministre Sein Win, a dit que la participation des Nations Unies était sa première priorité pour l'imposition d'un embargo commercial contre le régime militaire en Birmanie. Que pourraient faire les Nations Unies, à votre avis? Nous pourrions demander aux Nations Unies d'intervenir, mais que pourraient-elles faire? Je veux tout simplement savoir quel processus serait suivi.

M. Balloch: Les Nations Unies peuvent prendre des mesures par l'intermédiaire du Conseil de sécurité. Il est alors nécessaire d'adopter une résolution du Conseil de sécurité nous permettant, ainsi qu'à d'autres pays, d'exécuter ce que souhaite le Conseil de sécurité.

Mme Gaffney: L'embargo commercial est-il la seule mesure que peuvent prendre les Nations Unies?

M. Balloch: C'est la seule mesure efficace. Selon la loi canadienne, nous ne sommes autorisés à imposer des sanctions que si elles ont été établies par une organisation ou une association internationale.

Mme Gaffney: Avez-vous une idée de la raison pour laquelle le gouvernement n'a pas examiné sérieusement cette solution, ou que vous, au ministère des Affaires extérieures, n'avez pas demandé aux Nations Unies de le faire jusqu'à présent? Il y a-t-il une raison?

M. Balloch: Je ne suis pas certain de pouvoir vous donner une réponse complète. Jusqu'à présent, nous avons estimé qu'il était plus efficace de faire des pressions collectivement, bilatéralement. Nous savions qu'il était très difficile d'obtenir l'accord du Conseil de sécurité pour une telle mesure. Par exemple, la Chine, qui est évidemment membre permanent du Conseil de sécurité avec droit de veto, a des rapports très importants avec le gouvernement actuel de la Birmanie. Nous avons préféré aborder la question directement, bilatéralement avec la Chine et avec d'autres pays, afin de les persuader que leurs rapports avec la Birmanie nuisent à nos efforts, particulièrement l'envoi de biens et de matériel militaire. Nous avons essayé d'exercer des pressions auprès de la Chine.